INFORAPIDE

Programme des Nations Unies pour le développement

Au service des peuples et des nations

La lutte antimines

Après la fin d'un conflit, les mines terrestres peuvent continuer à prélever leur lot de victimes, à entraver le développement et à engendrer un climat de peur et d'insécurité.

En plus, les mines terrestres, les munitions non explosées et les restes explosifs de guerre qui bloquent les routes et polluent les champs constituent une menace pour la productivité, les services sociaux de base, et l'accès aux terres et aux infrastructures vitales, notamment les écoles et les centres de santé.

Les Nations Unies estiment que les mines terrestres tuent de 15.000 à 20.000 personnes chaque année – pour la plupart des enfants, des femmes et des personnes âgées - et en mutilent bien plus. Le rapport de 2008 intitulé " Le fardeau mondial de la violence armée" estime qu'au niveau global, les coûts annuels de productivité associés à la violence armée, y compris les mines terrestres et les armes légères est de 95 milliards de dollars EU et pourrait atteindre jusqu'à 163 milliards ou 0,14 pour cent du produit intérieur brut mondial annuel.

La communauté de la lutte antimines des Nations Unies rassemble quatorze entités des Nations Unies, œuvrant toutes à l'élimination de la menace imposée par les mines terrestres et les restes explosifs de guerre, afin de faciliter le développement et de garantir la pleine intégration des victimes dans la société.

L'approche du PNUD

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) soutient des programmes dans 40 pays affectés par les mines. Il s'efforce d'assurer l'intégration de la lutte antimines dans les budgets nationaux et les plans de développement encourageant la production agricole, la construction d'infrastructures, l'approvisionnement en eau, la santé, l'éducation et la prestation d'autres services sociaux de base.

Le PNUD travaille en étroite collaboration avec les institutions nationales de lutte antimines et les partenaires locaux afin de renforcer leurs capacités à se réinstaller dans les zones des communautés précédemment affectées par les mines terrestres, les munitions non explosées et les restes explosifs de guerre. Le PNUD encourage également la participation pleine et effective des survivants des mines à la société et au développement, à travers des programmes de remise en état et de relèvement. À travers des programmes d'éducation et de plaidoyer, il veille également à ce que les membres des communautés affectées soient capables de gérer les risques liés aux mines.

En tant que membre de l'Équipe de lutte antimines des Nations Unies, le PNUD plaide pour des traités et instruments juridiques internationaux interdisant les mines antipersonnel et les munitions à fragmentation (tels que la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et la Convention relative aux munitions à fragmentation).

Le PNUD soutient des programmes dans 40 pays affectés par les mines. Un démineur en action dans la ville de Kisangani, à l'est de la République démocratique du Congo. Photo : Gwen Dubourthoumieu/IRIN

Le PNUD aide les pays à remplir les obligations qui leur incombent au titre de ces conventions et à détruire les stocks existants.

Le PNUD en action

En 2011, le **Burundi** et la **Guinée Bissau** ont déclaré avoir éliminé leurs mines, après la mise en œuvre réussie de leurs plans de lutte antimines élaborés avec l'aide du PNUD, et après s'être acquittés de leurs obligations au titre des articles de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel relatifs à la destruction des stocks et au nettoyage des zones minées.

Le PNUD a aidé à mettre en place le centre de lutte antimines de chacun des deux pays et fourni une assistance technique, logistique et financière à long terme à leurs autorités nationales de lutte antimines.

Au **Cambodge**, entre 2006 et 2011, le PNUD a mobilisé plus de 40 millions de dollars pour contribuer au déminage de quelque 50 millions de mètres carrés de terrains précédemment contaminés et au renforcement des capacités nationales de réglementation, coordination et suivi de la lutte antimines. Pendant la seule année 2011, le PNUD a aidé à dégager environ 8,9 millions de mètres carrés de terres contaminées, qui sont aujourd'hui utilisées pour produire de la nourriture et générer des revenus pour les populations concernées.

Plus de 15 000 personnes ont été à même d'exploiter les terres libérées à des fins d'habitation ou d'agriculture. En outre, plus de 200 000 personnes ont pu avoir accès aux écoles, aux routes, aux pagodes et autres infrastructures publiques.

Avec le soutien du PNUD, la lutte antimines est aujourd'hui devenue un élément central du Plan stratégique national de développement, et le Cambodge a renforcé la mise en œuvre du neuvième objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'élimination des mines terrestres et munitions non explosées ainsi qu'à l'aide aux victimes.

Au cours de la même année, le Cambodge a connu le plus faible nombre jamais enregistré d'accidents causés par des mines terrestres et autres restes explosifs de guerre : 211 contre 4 320 en 1996.

Avec l'assistance financière et technique du PNUD, le centre de lutte antimines du **Tadjikistan** (TMAC – Tadjikistan Mine Action Centre) a élaboré la stratégie nationale de lutte antimines 2010-2015, approuvée par le Gouvernement en avril 2011 et appuyé par la Stratégie pour la réduction de la pauvreté et d'autres stratégies nationales de développement.

À travers le TMAC, le PNUD assure la surveillance et le contrôle de qualité du déminage et de la destruction des mines et autres armes. En 2011, le Centre a coordonné et géré le nettoyage de plus de 2 millions de mètres carrés de terres contaminées dans le pays (105 % de l'objectif annuel), et contribué ainsi à la sécurisation de 86 % de l'ensemble du territoire tadjik.

Ainsi, 38 sites déminés ont été remis aux autorités locales pour une utilisation sans danger. Le PNUD et le Comité international de la Croix-Rouge ont apporté un soutien financier au TMAC et à la Société du Croissant-Rouge pour la formation de 877 éducateurs spécialisés dans les risques liés aux mines, issus de 24 districts affectés par les mines, touchant ainsi plus de 70 000 personnes. Ces efforts ont contribué à diviser par 5 le nombre des accidents en à peine 5 ans, le faisant chuter à 2 en 2011.

Le PNUD soutient des programmes éducatifs sensibilisant les communautés affectées, aux risques liés aux mines. Au cours d'une session de sensibilisation organisée dans une école du district de Shorish en Irak, les étudiantes découvrent les risques associés aux mines terrestres et apprennent à les éviter. Photo : PNUD

En **Irak**, le PNUD travaille aux côtés d'institutions publiques et d'organisations non gouvernementales (ONG) à étendre et améliorer les services aux personnes affectées par les mines terrestres et les restes explosifs de guerre, notamment en intégrant leurs besoins particuliers dans les politiques nationales. En 2011, plus de 1 693 personnes handicapées ont bénéficié d'orthoprothèses ainsi que de services d'entretien des prothèses, de physiothérapie, d'aide à la marche et de formation professionnelle.

Par ailleurs, au Kurdistan irakien, trois ONG s'intègrent au système de santé et créent à l'intention des survivants des mines terrestres, des services durables sans précédent, financés par les pouvoirs publics régionaux du Kurdistan.

L'agriculture reprend à Az Zubair en Irak, après le déminage des terres. Photo : PNUD/Jahal Penjwery

En **Angola**, plus de 870 millions de mètres carrés de terres ont été déminés depuis 2008, permettant aux populations de construire des infrastructures et de cultiver en toute sécurité. Le PNUD a contribué aux efforts locaux en formant ces dernières années, plus de 1 000 spécialistes du déminage à l'Institut national de déminage. Grâce à ces formations, les brigades de déminage ont approfondi leurs compétences techniques et administratives. Les résultats des opérations sur le terrain se sont également améliorés.

Depuis 2008, les démineurs formés ont dégagé plus de 160 millions de mètres carrés de terrain et aidé le pays à se débarrasser de plus de 297 000 mines antipersonnel, 9 508 mines antichar et 491 767 autres munitions non explosées, telles que des obus d'artillerie et de mortier, des roquettes et des bombes.

Parmi les terrains dégagés, figure l'aéroport de Menongue, au sud-est de Luanda, la capitale. Il fonctionne maintenant avec de nouvelles et meilleures installations. La principale ligne de chemin de fer, qui relie l'intérieur du pays au port occidental de Lobito, a également été déminée. Au nombre des autres zones dégagées, on peut citer la ville de Catumbela, située à l'ouest du pays et comptant 913 000 habitants, ainsi qu'une zone d'habitation de la province centrale de Huambo, abritant 2,1 millions de personnes. Le travail de nettoyage a également permis la pose et l'entretien sans danger de câbles en fibre optique à travers tout le pays, amenant ainsi une amélioration des liens de communication.

Pour plus d'information, veuillez contacter :
Programme des Nations Unies pour le développement
Bureau de la prévention des crises et du relèvement
One United Nations Plaza, 20th Floor
New York, NY 10017
bcpr@undp.org
www.undp.org/cpr

Juillet 2012

Au service des peuples et des nations